



UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries 75010 – PARIS

Tél. : 01.44.83.65.55

e-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

Communiqué

Un agenda social... banal !

Le mardi 4 septembre 2012, la ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique recevait l'ensemble des organisations syndicales et des employeurs publics pour leur présenter l'agenda social.

Après une présentation du calendrier des 6 mois à venir et des différents thèmes que nous allons être amenés à discuter, la ministre a donné la parole aux organisations syndicales.

Comme à la conférence sociale, il n'y a eu aucun débat mais une succession de déclarations liminaires.

FORCE OUVRIERE a rappelé son indépendance, son souhait d'un dialogue social constructif et sincère, et l'urgence de faire aboutir nos revendications, en particulier sur :

- **Le pouvoir d'achat par l'augmentation de la valeur du point d'indice,**
- **L'abrogation du jour de carence,**
- **La suppression du contingentement du 8^{ème} échelon de la catégorie C.**

FO s'est également indignée de l'expérimentation lancée en catimini sur les fusions de crédits (y compris des personnels) des DDI et des préfectures. Expérimentation qui a pour but d'adapter les services aux suppressions de postes dans les ministères et missions dits non prioritaires.

A l'issue des différentes interventions, la ministre s'est contentée de dire qu'elle nous avait entendus mais n'a apporté aucune réponse concrète. Seule la date du 15 octobre a été programmée pour une réunion dont l'objet sera la présentation sur le bilan de la RGPP.

Elle renvoie les revendications sur la rémunération, le jour de carence et l'échelon contingenté à une réunion courant octobre sur l'ensemble de la rémunération.

Nous devons être vigilants. La ministre, en retardant ses réponses sur des sujets cruciaux, peut vouloir gagner du temps et ainsi arriver à un point de non-retour sur le budget 2013.

L'UIAFP-FO vous tiendra informés des prochaines avancées et mettra tout en œuvre faire aboutir nos légitimes revendications.

Paris, le 4 septembre 2012.